

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1366)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro dell'Interno**

(SCALFARO)

e col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(MARTINAZZOLI)

(V. Stampato Camera n. 839)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 23 maggio 1985

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 29 maggio 1985*

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale contro la cattura degli ostaggi, aperta alla firma a New York il 18 dicembre 1979

DISEGNO DI LEGGE
—**ART. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione internazionale contro la cattura degli ostaggi, aperta alla firma a New York il 18 dicembre 1979.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 della convenzione stessa.

ART. 3.

Chiunque, fuori dei casi indicati negli articoli 289-*bis* e 630 del codice penale, sequestra una persona o la tiene in suo potere minacciando di ucciderla, di ferirla o di continuare a tenerla sequestrata al fine di costringere un terzo, sia questi uno Stato, un'organizzazione internazionale tra più governi, una persona fisica o giuridica od una collettività di persone fisiche, a compiere un qualsiasi atto o ad astenersene, subordinando la liberazione della persona sequestrata a tale azione od omissione, è punito con la reclusione da venticinque a trenta anni.

Si applicano i commi secondo, terzo, quarto e quinto dell'articolo 289-*bis* del codice penale.

Se il fatto è di lieve entità si applicano le pene previste dall'articolo 605 del codice penale aumentate dalla metà a due terzi.

ART. 4.

Salvo quanto disposto negli articoli da 6 a 11 del codice penale, è punito secondo la legge italiana, a richiesta del Ministro di grazia e giustizia:

a) il cittadino che commette all'estero il reato previsto dall'articolo 3;

b) lo straniero che commette all'estero il reato previsto dall'articolo 3 al fine di costringere un organo dello Stato a compiere un qualsiasi atto o ad astenersene;

c) lo straniero che commette all'estero il reato previsto dall'articolo 3, quando si trovi sul territorio dello Stato e non ne sia disposta l'estradizione.

ART. 5.

L'autorità giudiziaria trasmette senza ritardo al Ministero di grazia e giustizia le informazioni necessarie per provvedere alle comunicazioni previste negli articoli 6, paragrafi 2 e 6, e 7 della convenzione.

CONVENTION INTERNATIONALE contre la prise d'otages

Les Etats parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Reconnaissant en particulier que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ainsi qu'il est prévu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réaffirmant le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, ainsi que dans les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Considérant que la prise d'otages est un délit qui préoccupe gravement la communauté internationale et que, conformément aux dispositions de la présente Convention, quiconque commet un acte de prise d'otages doit être poursuivi ou extradé,

Convaincus de la nécessité urgente de développer une coopération internationale entre les Etats en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir, réprimer et punir tous les actes de prise d'otages en tant que manifestations du terrorisme international,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

1. Commet l'infraction de prise d'otages au sens de la présente Convention, quiconque s'empare d'une personne (ci-après dénommée « otage »), ou la détient et menace de la tuer, de la blesser ou de continuer à la détenir afin de contraindre une tierce partie, à savoir un Etat, une organisation internationale intergouvernementale, une personne physique ou morale ou un groupe de personnes, à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir en tant que condition explicite ou implicite de la libération de l'otage.

2 Commet également une infraction aux fins de la présente Convention, quiconque:

- a) Tente de commettre un acte de prise d'otages ou
- b) Se rend complice d'une personne qui commet ou tente de commettre un acte de prise d'otages.

ARTICLE 2.

Tout Etat partie réprime les infractions prévues à l'article premier de peines appropriées qui prennent en considération la nature grave de ces infractions.

ARTICLE 3.

1. L'Etat partie sur le territoire duquel l'otage est détenu par l'auteur de l'infraction prend toutes mesures qu'il juge appropriées pour améliorer le sort de l'otage, notamment pour assurer sa libération et, au besoin, faciliter son départ après sa libération.

2. Si un objet obtenu par l'auteur de l'infraction du fait de la prise d'otages vient à être détenu par un Etat partie, ce dernier le restitue dès que possible à l'otage ou à la tierce partie visée à l'article premier, selon le cas, ou à leurs autorités appropriées.

ARTICLE 4.

Les Etats parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article premier, notamment:

a) En prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation, sur leurs territoires respectifs, de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire, y compris des mesures tendant à interdire sur leur territoire les activités illégales des individus, des groupes et des organisations qui encouragent, fomentent, organisent ou commettent des actes de prise d'otages;

b) En échangeant des renseignements et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

ARTICLE 5.

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article premier, qui sont commises:

a) Sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;

b) Par l'un quelconque de ses ressortissants, ou, si cet Etat le juge approprié, par les apatrides qui ont leur résidence habituelle sur son territoire;

c) Pour le contraindre à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir; ou

d) A l'encontre d'un otage qui est ressortissant de cet Etat lorsque ce dernier le juge approprié.

2. De même, tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article premier dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où l'Etat ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

ARTICLE 6.

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction assure, conformément à sa législation, la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition. Cet Etat partie devra procéder immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

2. La détention ou les autres mesures visées au paragraphe 1 du présent article sont notifiées sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

a) A l'Etat où l'infraction a été commise;

b) A l'Etat qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte;

c) A l'Etat dont la personne physique ou morale qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte a la nationalité;

d) A l'Etat dont l'otage a la nationalité ou sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;

e) A l'Etat dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, à l'Etat sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;

f) A l'organisation internationale intergouvernementale qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte;

g) A tous les autres Etats intéressés.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit:

a) De communiquer sans retard avec le représentant compétent le plus proche de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à établir cette communication ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

4. Les droits visés au paragraphe 3 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article sont sans préjudice du droit de tout Etat partie, ayant établi sa compétence conformément au paragraphe 1b) de l'article 5, d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 1 du présent article en communique rapidement les conclusions aux Etats ou à l'organisation mentionnée au paragraphe 2 du présent article et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

ARTICLE 7.

L'Etat partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique conformément à ses lois le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres Etats intéressés et les organisations internationales intergouvernementales intéressées.

ARTICLE 8.

1. L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception, et que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de nature grave conformément aux lois de cet Etat.

2. Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison d'une des infractions prévues à l'article premier jouit de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et garanties prévus par la loi de l'Etat sur le territoire duquel elle se trouve.

ARTICLE 9.

1. Il ne sera pas fait droit à une demande d'extradition soumise en vertu de la présente Convention au sujet d'un auteur présumé de l'infraction si l'Etat partie requis a des raisons substantielles de croire:

a) Que la demande d'extradition relative à une infraction prévue à l'article premier a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en considération de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques; ou

b) Que la position de cette personne risque de subir un préjudice:

i) Pour l'une quelconque des raisons visées à l'alinéa a) du présent paragraphe, ou

ii) Pour la raison que les autorités compétentes de l'Etat ayant qualité pour exercer les droits de protection ne peuvent communiquer avec elle.

2. Relativement aux infractions définies dans la présente Convention, les dispositions de tous les traités et arrangements d'extradition applicables entre Etats parties sont modifiées entre ces Etats parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

ARTICLE 10.

1. Les infractions prévues à l'article premier sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats parties. Les Etats parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article premier. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article premier comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, les infractions prévues à l'article premier sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

ARTICLE 11.

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article premier, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives à l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

ARTICLE 12.

Dans la mesure où les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre ou les Protocoles additionnels à ces conventions sont applicables à un acte de prise d'otages particulier, et dans la mesure où les Etats parties à la présente Convention sont tenus, en vertu desdites conventions, de poursuivre ou de livrer l'auteur de la prise d'otages, la présente Convention ne s'applique pas à un acte de prise d'otages commis au cours de conflits armés au sens des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles y relatifs, y compris les conflits armés visés au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole additionnel I de 1977, dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes, dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 13.

La présente Convention n'est pas applicable lorsque l'infraction est commise sur le territoire d'un seul Etat, que l'otage et l'auteur présumé de l'infraction ont la nationalité de cet Etat et que l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire de cet Etat.

ARTICLE 14.

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme justifiant la violation de l'intégrité territoriale ou de l'indépendance politique d'un Etat en contravention de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 15.

Les dispositions de la présente Convention n'affecteront pas l'application des traités sur l'asile, en vigueur à la date d'adoption de ladite Convention, en ce qui concerne les Etats qui sont parties à ces traités; mais un Etat partie à la présente Convention ne pourra invoquer ces traités à l'égard d'un autre Etat partie à la présente Convention, qui n'est pas partie à ces traités.

ARTICLE 16.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 17.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats, jusqu'au 31 décembre 1980, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 18.

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 19.

1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 20.

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, françois et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York le 18 décembre 1979.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE INTERNAZIONALE relativa alla cattura degli ostaggi

Gli Stati parti della presente Convenzione,

Tenendo presenti gli obiettivi ed i principi della Carta delle Nazioni Unite relativi al mantenimento della pace e della sicurezza internazionali e allo sviluppo delle relazioni amichevoli e della cooperazione tra gli Stati,

Riconoscendo in particolare che ciascuno ha diritto alla vita, alla libertà e alla sicurezza personale, come proclamato dalla Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Uomo e dal Patto Internazionale sui Diritti Civili e Politici,

Riaffermando i principi dell'eguaglianza dei diritti dei popoli e del loro diritto all'autodeterminazione, contemplati dalla Carta delle Nazioni Unite e dalla Dichiarazione sui Principi del Diritto Internazionale in materia di relazioni amichevoli e di cooperazione tra gli Stati in conformità alla Carta delle Nazioni Unite, nonché dalle altre risoluzioni in materia dell'Assemblea Generale,

Considerando che la cattura di ostaggi è un reato che preoccupa seriamente la comunità internazionale e che, in conformità alle disposizioni della presente Convenzione, chiunque commetta un atto di cattura di ostaggi deve essere perseguito in giudizio o estradato,

Convinti della necessità impellente di sviluppare la cooperazione internazionale tra gli Stati per quanto riguarda l'elaborazione e l'adozione di misure efficaci tendenti a prevenire, reprimere e punire qualunque atto di cattura di ostaggi quale manifestazione del terrorismo internazionale,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

1. Commette un reato di cattura di ostaggi ai sensi della presente Convenzione chiunque catturi una persona (chiamata qui di seguito « ostaggio »), o la detenga e minacci di ucciderla, ferirla o di continuare a detenerla per costringere una terza parte, cioè

uno Stato, un'organizzazione internazionale intergovernativa, una persona fisica o giuridica o un gruppo di persone, a compiere un atto qualunque o ad astenersene quale condizione esplicita o implicita per la liberazione dell'ostaggio.

2. Commette ugualmente un reato ai fini della presente Convenzione chiunque:

- a) tenti di commettere un atto di cattura di ostaggi, o
- b) si renda complice di una persona che commette o tenta di commettere un atto di cattura di ostaggi.

ARTICOLO 2.

Ciascuno Stato parte renderà punibili i reati previsti dall'articolo 1 con pene adeguate che tengano conto della natura grave di detti reati.

ARTICOLO 3.

1. Lo Stato parte sul territorio del quale l'autore del reato detiene l'ostaggio adotterà tutti i provvedimenti che riterrà opportuni per migliorare le condizioni dell'ostaggio, in particolare per assicurare la sua liberazione e, se del caso, facilitare la sua partenza, dopo la sua liberazione.

2. Se un qualsiasi oggetto, che l'autore del reato ha ottenuto a seguito della cattura di ostaggi, viene in possesso di uno Stato parte, quest'ultimo lo dovrà restituire al più presto all'ostaggio o alla terza parte, di cui all'articolo 1, secondo il caso, o alle loro autorità competenti.

ARTICOLO 4.

Gli Stati parti collaboreranno alla prevenzione dei reati previsti all'articolo 1, in particolare:

a) adottando tutte le misure possibili per impedire i preparativi, nei loro rispettivi territori, di detti reati destinati ad essere commessi all'interno o al di fuori del loro territorio, ivi compresi i provvedimenti intesi a vietare, nel loro territorio, le attività illegali di persone, gruppi ed organizzazioni che incoraggino, fomentino o commettano atti di cattura di ostaggi;

b) scambiandosi informazioni e coordinando l'adozione di provvedimenti amministrativi e di altre misure, se del caso, per prevenire la perpetrazione di detti reati.

ARTICOLO 5.

1. Ciascuno Stato parte adotterà i provvedimenti necessari a stabilire la propria giurisdizione riguardo ai reati previsti dall'articolo 1 che vengono commessi:

a) nel suo territorio o a bordo di una nave o di un aeromobile immatricolato in detto Stato;

b) da un qualunque suo cittadino o, se detto Stato lo ritiene opportuno, dagli apolidi che hanno la loro residenza abituale nel suo territorio;

c) al fine di costringere detto Stato a compiere o ad astenersi dal compiere un qualunque atto; oppure

d) contro un ostaggio che è cittadino di detto Stato, qualora quest'ultimo lo ritenga opportuno.

2. Ciascuno Stato parte adotterà altresì i provvedimenti necessari per stabilire la propria giurisdizione riguardo ai reati di cui all'articolo 1, nel caso in cui il presunto autore del reato si trovi sul suo territorio e nel caso in cui lo Stato non lo estradi in uno degli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

3. La presente Convenzione non esclude una giurisdizione penale esercitata conformemente alla legislazione interna.

ARTICOLO 6.

1. Qualora le circostanze lo giustifichino, ciascuno Stato parte, sul cui territorio si trova il presunto autore del reato, dovrà, in conformità alla propria legislazione, detenere detta persona o adottare ogni altra misura necessaria per sorvegliare detta persona per tutto il periodo necessario ad avviare un procedimento penale o di estradizione. Detto Stato parte dovrà procedere al più presto a delle indagini preliminari al fine di stabilire i fatti.

2. La detenzione o le altre misure di cui al paragrafo 1 del presente articolo verranno immediatamente notificate direttamente o tramite il Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite:

a) allo Stato dove è stato commesso il reato;

b) allo Stato che è stato oggetto della costrizione o del tentativo di costrizione;

c) allo Stato di cui la persona fisica o giuridica, che è stata oggetto della costrizione o del tentativo di costrizione, è cittadino;

d) allo Stato di cui l'ostaggio è cittadino o sul territorio del quale ha la sua residenza abituale;

e) allo Stato di cui l'autore presunto del reato ha la cittadinanza o, se quest'ultimo è apolide, allo Stato sul cui territorio ha la sua residenza abituale;

f) all'organizzazione internazionale intergovernativa che è stata oggetto della costrizione o del tentativo di costrizione;

g) a tutti gli altri Stati interessati.

3. Ogni persona nei confronti della quale vengono adottate le misure di cui al paragrafo 1 del presente articolo ha diritto:

a) di comunicare al più presto con il più vicino rappresentante competente dello Stato di cui è cittadino o che è comunque autorizzato a stabilire detto contatto, o, se si tratta di un apolide, dello Stato sul territorio del quale ha la sua residenza abituale;

b) di ricevere la visita di un rappresentante di detto Stato.

4. I diritti, di cui al paragrafo 3 del presente articolo, dovranno essere esercitati in conformità alle leggi e regolamenti dello Stato sul cui territorio si trova il presunto autore del reato; resta inteso tuttavia che dette leggi e regolamenti devono permettere la piena realizzazione degli obiettivi per i quali vengono accordati i diritti di cui al paragrafo 3 del presente articolo.

5. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo non pregiudicheranno il diritto di ciascuno Stato parte, che abbia rivendicato la sua giurisdizione in conformità al paragrafo 1 b) dell'articolo 5, di invitare il Comitato internazionale della Croce rossa a mettersi in contatto e a visitare il presunto autore del reato.

6. Lo Stato che effettua l'inchiesta preliminare prevista al paragrafo 1 del presente articolo dovrà comunicare immediatamente le conclusioni di detta inchiesta agli Stati o all'organizzazione di cui al paragrafo 2 del presente articolo ed informarli se intende esercitare la propria giurisdizione.

ARTICOLO 7.

Lo Stato parte, ove il presunto autore del reato viene sottoposto a giudizio, dovrà comunicare, in conformità alla propria legislazione, il risultato finale del procedimento giudiziario al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che provvederà ad informarne gli altri Stati interessati e le organizzazioni internazionali intergovernative interessate.

ARTICOLO 8.

1. Lo Stato parte, sul territorio del quale viene scoperto il presunto autore del reato, se non provvede ad estradarlo, sarà ob-

bligato a sottoporre il caso, senza alcuna eccezione, sia che il reato sia stato commesso sul suo territorio, oppure no, alle proprie autorità competenti perché esercitino l'azione penale secondo la procedura conforme alla legislazione di detto Stato. Dette autorità prenderanno la loro decisione alle stesse condizioni che per qualunque altro reato di diritto comune di natura grave, ai sensi della legislazione di detto Stato.

2. Qualunque persona contro la quale viene iniziato un procedimento per uno dei reati di cui all'articolo 1 godrà di un trattamento equo in tutte le fasi del processo, ivi compreso il godimento di tutti i diritti e garanzie previsti dalla legislazione dello Stato sul territorio del quale essa si trova.

ARTICOLO 9.

1. Una domanda di estradizione, relativa ad un presunto autore di reato, presentata in virtù della presente Convenzione, non verrà accolta se lo Stato parte richiesto ha valide ragioni di ritenere che:

a) la domanda di estradizione relativa ad un reato previsto dall'articolo 1 sia stata presentata al fine di perseguire o di punire una persona in ragione della sua razza, religione, nazionalità, origine etnica o opinioni politiche; o

b) possa essere arrecato pregiudizio alla posizione di detta persona:

i) per una qualunque delle ragioni previste dal comma a) del presente paragrafo, o

ii) in quanto le autorità competenti dello Stato, che ha diritto ad esercitare i diritti di protezione, non può comunicare con detta persona.

2. Per quanto riguarda i reati definiti nella presente Convenzione, le disposizioni di tutti i trattati ed accordi di estradizione applicabili tra gli Stati parti vengono modificate tra detti Stati parti nella misura in cui dette disposizioni sono incompatibili con la presente Convenzione.

ARTICOLO 10.

1. I reati di cui all'articolo 1 saranno considerati inclusi come reati soggetti ad estradizione in ogni trattato di estradizione concluso tra gli Stati parti. Gli Stati parti si impegneranno ad includere detti reati come reati soggetti ad estradizione in ogni trattato di estradizione che concluderanno tra loro.

2. Se uno Stato parte, che subordina l'estradizione all'esistenza di un trattato, riceve una richiesta di estradizione da un altro Stato parte con il quale non è vincolato da un trattato di estradizione, lo Stato richiesto ha la facoltà di considerare la presente Convenzione come base giuridica per l'estradizione per quanto riguarda i reati previsti dall'articolo 1. L'estradizione sarà subordinata alle altre condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

3. Gli Stati parti che non subordinano l'estradizione alla esistenza di un trattato considereranno i reati di cui all'articolo 1 come reati soggetti ad estradizione tra loro alle condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

4. Ai fini dell'estradizione, i reati, di cui all'articolo 1, verranno considerati tra gli Stati parti come se fossero stati commessi non solo nel luogo della loro perpetrazione, ma anche sul territorio degli Stati che devono stabilire la loro giurisdizione in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 5.

ARTICOLO 11.

1. Gli Stati parti si presteranno l'un l'altro la massima assistenza giudiziaria su qualunque procedimento penale relativo ai reati previsti dall'articolo 1 e si scambieranno ogni elemento di prova a loro disposizione necessario al procedimento.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non pregiudicheranno gli obblighi relativi alla reciproca assistenza giudiziaria contemplati da ogni altro trattato.

ARTICOLO 12.

Nella misura in cui le Convenzioni di Ginevra del 1949 per la protezione delle vittime della guerra o i Protocolli addizionali possono applicarsi a un atto di cattura di ostaggi e nella misura in cui gli Stati parti alla presente Convenzione sono tenuti, in virtù di dette Convenzioni, a perseguire o a consegnare l'autore della cattura di ostaggi, la presente Convenzione non verrà applicata ad un atto di cattura di ostaggi commesso durante conflitti armati, come definiti nelle Convenzioni di Ginevra del 1949 e nei relativi Protocolli, ivi compresi i conflitti armati, di cui al paragrafo 4 dell'articolo 1 del Protocollo addizionale I del 1977, nei quali i popoli lottano contro il dominio coloniale, l'occupazione straniera e i regimi razzisti, nell'esercizio del diritto dei popoli all'autodeterminazione, affermato dalla Carta delle Nazioni Unite e dalla Dichiarazione relativa ai principi del diritto internazionale concernenti le relazioni amichevoli e la cooperazione tra gli Stati conformemente alla Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 13.

La presente Convenzione non potrà essere applicata se il reato viene commesso sul territorio di un solo Stato, l'ostaggio e l'autore presunto del reato sono cittadini di detto Stato e l'autore presunto del reato viene scoperto nel territorio di detto Stato.

ARTICOLO 14.

Nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere interpretata come legittimante la violazione dell'integrità territoriale o dell'indipendenza politica di uno Stato in contrasto con la Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 15.

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicheranno l'applicazione dei trattati sull'asilo politico, in vigore alla data di adozione della presente Convenzione, per quanto riguarda gli Stati parti di detti trattati; tuttavia uno Stato parte della presente Convenzione non potrà invocare detti trattati nei confronti di un altro Stato parte alla presente Convenzione che non è parte di detti trattati.

ARTICOLO 16.

1. Ogni controversia tra due o più Stati parti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non viene risolta per via di negoziato, viene sottoposta ad arbitrato a richiesta di uno degli Stati. Se, durante i sei mesi che seguono la richiesta di arbitrato, le Parti non riescono a mettersi d'accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualunque delle parti può deferire la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, depositando un'istanza in conformità allo Statuto della Corte.

2. Ciascuno Stato potrà, al momento della firma, ratifica o adesione alla presente Convenzione, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo. Gli altri Stati parti non saranno vincolati da dette disposizioni nei confronti dello Stato parte che avrà formulato tale riserva.

3. Ogni Stato parte che avrà formulato una riserva in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo potrà ritirare tale riserva in qualunque momento inviando una notifica al Segretario generale delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 17.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati, fino al 31 dicembre 1980, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York.

2. La presente Convenzione sarà ratificata. Gli strumenti di ratifica verranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione è aperta all'adesione di tutti gli Stati. Gli strumenti di adesione verranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 18.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito del ventiduesimo strumento di ratifica o di adesione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

2. Per ogni Stato che ratificherà la Convenzione o vi aderirà dopo il deposito del ventiduesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito da parte di detto Stato del suo strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 19.

1. Ogni Stato parte potrà denunciare la presente Convenzione mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale delle Nazioni Unite.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui la notifica sarà stata ricevuta dal Segretario generale delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 20.

L'originale della presente Convenzione, i cui testi arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo fanno ugualmente fede, verrà depositato presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, che ne invierà copia certificata conforme a tutti gli Stati.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo scopo dai loro rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione, che è stata aperta alla firma a New York il 18 dicembre 1979.